

Questions orales

M. le Président: A l'ordre.

M. Broadbent: Devez-vous y réfléchir, Michael?

M. le Président: A l'ordre.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Il est membre du Nouveau parti démocratique. Monsieur le Président, Marc Lalonde a instauré une hausse de la taxe de vente. Je crois que c'est Allan MacEachen qui a instauré le prélèvement d'indemnisation pétrolière, et les primes d'assurance-chômage existent depuis très longtemps.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET**ON DEMANDE LE RETRAIT**

M. Langdon: Monsieur le Président, cela aurait pu être un coup de R2D2.

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): J'ai une question sérieuse à poser au ministre. Étant donné les attaques lancées contre toutes les hypothèses sur lesquelles le budget est basé, le ministre est-il disposé à retirer son budget et à recommencer?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suppose que le député est là-bas dans cet autre monde avec Darth Vader.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Ma réponse est toute simple . . .

Une voix: Il est déphasé.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Oui, il est déphasé. La réponse est toute simple: je m'en tiens à ces projections. Le taux d'intérêt de 9.5 p. 100 sera réaliste je pense. En ce qui concerne les hypothèses sur le prix du pétrole, comme je l'ai déjà dit à sept reprises, je pense, si le prix du pétrole baisse, les deux se compensent . . .

M. le Président: A l'ordre. Je crois que le ministre a eu assez de temps pour répondre.

* * *

[Français]

LES FEMMES**ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE PROGRAMME RELATIF À LA PROMOTION DE LA FEMME**

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, je désire poser une question au secrétaire d'État.

Le budget présenté la semaine dernière prévoit la réduction des dépenses des ministères. Monsieur le Président, j'aimerais que le ministre nous assure que le programme ayant trait à la

promotion de la femme, au Secrétariat d'État, ne sera pas aboli, comme on le craint dans certains milieux.

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, actuellement, nous sommes en train d'effectuer les analyses concernant les compressions budgétaires et nous serons en mesure, en temps et lieu, d'annoncer à la Chambre et à l'ensemble des Canadiens la bonne gestion des budgets de mon ministère.

ON DEMANDE JUSQU'OU LE GOUVERNEMENT ENTEND RÉDUIRE LE BUDGET DU PROGRAMME RELATIF À LA PROMOTION DE LA FEMME

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, le ministre a coupé d'au moins 12 p. 100 le programme ayant trait à la promotion de la femme pour l'année 1986-1987, compte tenu de l'inflation.

Le ministre peut-il nous dire jusqu'ou il est prêt à aller? Quelle limite, quel pourcentage est-il prêt à concéder au ministre des Finances pour réduire encore le budget du programme relatif à la promotion de la femme?

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, je ne peux donner aucune assurance à l'honorable députée sauf que, normalement, ce n'est pas moi qui concède des choses au ministre des Finances. C'est le ministre des Finances qui m'en concède.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR—L'INCIDENCE SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES**

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les familles à revenus faible et moyen paient très cher le manque de confiance dans la politique économique du gouvernement. Est-il juste qu'une famille moyenne paie, à la suite de la chute du dollar, \$100 de plus pour se nourrir, outre l'augmentation du fardeau fiscal qu'elle devra subir et les coupes sombres dans les services qui lui sont offerts?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, tout le monde sait que l'adoption de la politique néo-démocrate aurait causé l'effondrement complet du cours du dollar canadien. C'est pourquoi nous prenons, dans le budget, des mesures tendant à stabiliser notre devise.

Je voudrais préciser à la députée que les familles à faible revenu profitent d'une augmentation du crédit d'impôt pour enfants, du paiement accéléré de ce crédit, du crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente et des 100 millions de dollars prévus pour aider les assistés sociaux à se trouver un travail et à s'acclimater davantage au marché du travail. Ce sont de véritables avantages . . .